

Les travailleurs des déchets

ONT COLLABORÉ À CET OUVRAGE

Sabine Barles  
Régine Bercot  
Carlotta Caputo  
Claudia Cirelli  
Bénédicte Florin  
Isabelle Gernet  
Agnès Jeanjean  
Dominique Lhuilier  
Frédéric Michel  
Thierry Morlet  
Nadine Poussin  
Barbara Prost  
Valérie Pueyo  
Angelo Soares  
Serge Volkoff

Sous la direction de  
Delphine Corteel  
et Stéphane Le Lay

# Les travailleurs des déchets

Préface d'Alain Corbin

Clinique du travail

 érès

## REMERCIEMENTS

Nous souhaitons remercier l'ensemble des personnes sans qui ce livre ne serait pas ce qu'il est, voire n'aurait tout simplement pas pu exister.

En premier lieu, nous exprimons notre profonde reconnaissance aux éboueurs et éboueures rencontré-e-s durant nos enquêtes respectives. Ce livre repose en grande partie sur leurs histoires individuelles et collectives, leurs manières de travailler et de penser les déchets pour le bien-être du plus grand nombre.

Nous pensons également aux personnes grâce auxquelles il a été possible d'accéder à l'univers professionnel du nettoyage, ainsi qu'à toutes celles dont le soutien et l'affection nous ont permis de tenir durant les périodes d'observation participante.

Pour leur aide financière et/ou organisationnelle, notre gratitude va à François Brun, Élisabeth Dedieu, Christophe Dejours, Christelle Germain, l'Observatoire régional des déchets d'Île-de-France (ORDIF), et en particulier son directeur, Helder de Oliveira, qui ont permis l'organisation du colloque à l'origine de ce livre.

Nous exprimons également notre gratitude à l'ORDIF pour son soutien financier lors de la réalisation de l'ouvrage.

Enfin, nous remercions Yves Clot et Dominique Lhuilier d'avoir accueilli notre ouvrage dans leur collection aux éditions érès.

Conception de la couverture :

Anne Hébert

Version PDF © Éditions érès 2012

CF - ISBN PDF : 978-2-7492-3178-5

Première édition © Éditions érès 2011

33, avenue Marcel-Dassault, 31500 Toulouse, France

[www.editions-eres.com](http://www.editions-eres.com)

Aux termes du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction ou représentation, intégrale ou partielle de la présente publication, faite par quelque procédé que ce soit (reprographie, microfilmage, scannérisation, numérisation...) sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

L'autorisation d'effectuer des reproductions par reprographie doit être obtenue auprès du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, tél. 01 44 07 47 70, fax 01 46 34 67 19.

## Table des matières

PRÉFACE	
<i>Alain Corbin</i> .....	7
INTRODUCTION	
Travailler aux abords des déchets : un clair-obscur contemporain	
<i>Delphine Corteel et Stéphane Le Lay</i> .....	15
I	
LES DÉCHETS DANS L'ESPACE PUBLIC : ENTRE AMÉNAGEMENTS ET AFFRONTEMENTS	
Souillure et transgression : le travail sur le négatif psychosocial	
<i>Dominique Lhuilier</i> .....	35
Les chiffonniers, agents de la propreté et de la prospérité parisiennes au XIX <sup>e</sup> siècle	
<i>Sabine Barles</i> .....	45
Résister, s'adapter ou disparaître : la corporaion des chiffonniers du Caire en question	
<i>Bénédicte Florin</i> .....	69

La crise des déchets à Terzigno, en Campanie <i>Carlotta Caputo</i> .....	93
« Lorsque la ville avait besoin de nous. » Fortune et déchéance de la figure des paysans-recycleurs des eaux usées urbaines au Mexique <i>Claudia Cirelli</i> .....	121

## II

### LES CONDITIONS DE TRAVAIL DANS LES MÉTIERS DE LA COLLECTE DES ORDURES

Ripeur, un travail d'aujourd'hui <i>Valérie Pueyo et Serge Volkoff</i> .....	147
La pénibilité au travail des équipiers de collecte dans le secteur privé : éléments organisationnels et managériaux <i>Thierry Morlet</i> .....	153
Quand tout un univers prend sens dans son rapport à la pénibilité de la tâche. Étude d'une entreprise privée d'éboueurs en Belgique <i>Frédéric Michel</i> .....	169
La réorganisation de leur travail par les éboueurs : de la nécessité d'une prescription pour pouvoir y répliquer <i>Nadine Poussin</i> .....	191

## III

### MANIÈRES D'ÊTRE, MANIÈRES DE FAIRE... COMMENT PEUT-ON ÊTRE TRAVAILLEUR DES DÉCHETS ?

De l'art de s'accommoder des épreuves du travail <i>Régine Bercot</i> .....	209
--	-----

L'élégance des éboueurs <i>Angelo Soares</i> .....	213
Les « saisonniers » immigrés dans le collectif de travail. Paris, fin des années 1950-début des années 1980 <i>Barbara Prost</i> .....	235
S'accommoder des conduites viriles dans les collectifs de travail mixtes. Le cas des éboueurs <i>Isabelle Gernet et Stéphane Le Lay</i> .....	257
CONCLUSION	
Entre transmission, contagion, secret et transgression : ce que l'on se « passe » aux abords des déchets <i>Agnès Jeanjean</i> .....	279
BIBLIOGRAPHIE.....	303
PRÉSENTATION DES AUTEURS.....	323

## Préface

Le déchet organique, végétal, animal ou humain figure l'ordure par excellence, tout simplement parce qu'il traduit l'angoisse de la mort, celle que suscitent la vue et le contact de la décomposition. Il renvoie à l'expérience du corps, à l'excrétion, à la souillure. L'hygiène antique attachait de l'importance à cette ordure ; elle avait fait des *excreta* – à côté des *percepta* et des *ingesta* – un objet essentiel de sa réflexion. Dans le même temps s'imposait, déjà, la nécessité de réguler, de surveiller cette fonction physiologique à l'échelle de la collectivité.

On ne peut s'étonner que, bien plus tard, dans la France du début du XIX<sup>e</sup> siècle, la sociologie, qui allait bientôt être nommée empirique ait, d'abord, choisi pour objet ce que le plus grand des savants de cette discipline nouvelle considérait comme la physiologie de l'excrétion. L'hygiène publique qui accompagne, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'emprise des Idéologues, est née de la volonté d'étudier et de réglementer le déchet organique. L'angoisse suscitée par la théorie infectionniste désignait celui-ci comme la plus terrible des menaces. L'étude de la physiologie de l'excrétion se liait à la vision organiciste de la ville, alors si prégnante.

En outre, une théorie philosophique l'inspirait, plus ou moins ouvertement : celle du mal nécessaire, issue de saint Augustin, lequel dans son *De Ordine*, soulignait que l'excrément et les organes qui le conduisent sont sales mais nécessaires.

Transposition, dans l'ordre du somatique, d'une pensée qui justifiait, selon la même logique, le bourreau et la prostituée. Cela explique le lien établi par le plus grand sociologue du temps, Alexandre Parent-Duchâtelet, entre les dépôts de boues, les égouts, les amphithéâtres de dissection, les ateliers d'équarrissage et les bordels. Parent-Duchâtelet est l'ancêtre lointain des spécialistes de sciences humaines – ethnologues, anthropologues, sociologues – dont les contributions font la grande richesse de ce livre. Il importait de rappeler sa mémoire.

L'ordure organique, mal nécessaire, se gère. Parent-Duchâtelet enseignait qu'avant toute installation humaine dans l'espace public comme dans l'espace privé s'imposait de commencer par ménager un lieu destiné à recueillir les ordures. En ce domaine, deux systèmes ont coexisté. Longtemps a prévalu la rétention, en Extrême-Orient et en France notamment. Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'excrément s'entassait dans les fosses d'aisance. À l'extérieur de Paris étaient installés des « bassins de vidange », considérés comme les pires lieux infects.

On le verra, à lire ce livre, le transport de l'ordure – et non encore le flux – se combinait à la rétention. La fosse d'aisance imposait la vidange, l'ordure ménagère le tombereau, en attendant la benne.

Or, le déchet organique, résultat de la mort, de la décomposition, a été, dans le même temps, perçu comme une promesse de fécondité. Le plus beau texte, à ce propos, concerne le *circulus* imaginé par Pierre Leroux. L'ordure, épandue ou traitée, pourrait, à ses yeux, résoudre la misère, favoriser l'extinction du paupérisme. Dans ce livre dirigé par Delphine Cordeel et Stéphane Le Lay, une brassée de témoignages montrent la persistance de cette représentation : qu'il s'agisse de l'utilisation des eaux usées par les collectivités, de l'ingestion de l'ordure par les porcs – ce qui faisait, jusqu'à une date toute récente, la richesse des coptes du Caire – ou de l'attachement de paysans mexicains à une ordure considérée comme élément du patrimoine. En ces régions de l'Amérique centrale, on la

célèbre. Elle est racine d'une culture, objet de fêtes, de cérémonies, de rites. L'épandage est magnifié ; on s'oppose à sa disparition.

Reste que, pour l'essentiel, le déchet organique est créateur d'angoisse. C'est elle, répétons-le, qui a suscité la genèse de l'hygiène publique à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est elle qui a imposé d'expulser les cimetières, les tueries animales, l'équarrissage, la dissection hors des villes. C'est elle qui a conduit à entourer tous ces lieux et les établissements infects de hauts murs afin de les dissimuler et d'enrayer la dispersion des odeurs. C'est cette angoisse qui a stimulé la ventilation des ateliers et des hôpitaux. C'est elle qui a, finalement, imposé l'expulsion par l'écoulement, c'est-à-dire le tout-à-l'égout ou le traitement en circuit fermé. C'est elle qui a, *in fine*, suggéré à Pasteur le rêve d'un tube – sorte de pipe-line – qui conduirait les ordures de Paris directement sous la mer.

L'intensité de l'angoisse suscitée par le déchet organique possède, répétons-le, son histoire. Elle est tributaire des représentations des agents pathogènes, de l'évolution des notions d'infection, de contagion, de contamination, des images de l'impur, de celles de la souillure. Mais quelles que soient les formes d'anxiété qu'il suscite, quel que soit l'espoir mis en sa fécondité, le déchet organique inspire le dégoût, la répulsion, voire l'effroi ; il provoque la sidération quand il s'agit du cadavre.

Les historiens ne détectent que rarement des évolutions linéaires ; or, en ce qui concerne la sensibilité au déchet organique, le *trend* apparaît avec évidence depuis quelque deux siècles : l'intolérance n'a cessé de grandir, jusqu'à ce que monte la notion toute contemporaine de pollution, qui triomphe aujourd'hui, et dont l'imprécision même prouve l'affinement de la répulsion. Il n'est plus, en Occident du moins, de gens pour affirmer, comme naguère les paysans limousins, que le sale est sain et qu'il rend fort.

L'étude ici consacrée à la morgue et au saisissement que produit la vue du cadavre sur les travailleurs de l'établissement

concerne particulièrement l'histoire des seuils de tolérance. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les foules se pressaient pour contempler les cadavres exposés à la morgue. Cette pratique entrait dans le cadre du loisir. Les autorités espéraient des files de visiteurs l'identification des morts. Ce temps nous semble appartenir à une autre époque de l'histoire des sensibilités. Malgré l'usage de la réfrigération, on perçoit bien, à lire ce livre, l'exacerbation de la répulsion.

Mais il est un autre déchet dont nous parlent les auteurs de plusieurs chapitres : celui que constitue l'objet mis au rebut : outil, instrument, vêtement, meuble... Cela nous renvoie à une autre histoire : celle du cycle de l'usure. Nous savons bien que l'acte de conserver, celui de réutiliser et celui de jeter sont, eux aussi, soumis à l'évolution des représentations. La société de consommation, le désir du neuf ont un temps – car il ne faut jamais préjuger de l'avenir – refoulé la fripe, qui, au XIX<sup>e</sup> siècle, était l'objet d'un commerce florissant. L'accélération du cycle de l'usure est une donnée essentielle de l'histoire économique des deux derniers siècles. Il y a peu de temps encore, le pneu subissait une série de réemplois et finissait par encadrer un petit massif dans le jardin du pavillon de banlieue. Cela même disparaît.

Le XIX<sup>e</sup> siècle était le siècle de la récupération. Celle-ci ne cessait de grandir parallèlement au déploiement de l'industrialisation. Cela est fort bien exposé dans le livre. Le concept de « renaissance » – joli mot appliqué au rebut – entretenait une gamme d'industries. L'objet usagé était marchandise. Il possédait, en outre, une valeur caritative. C'est toujours le cas. Les cheveux des pauvres destinés à la coiffure des riches, les chiffons transformés en tissus, les cuirs abîmés en bottines, les vieux papiers en papiers neufs, les verres cassés, les métaux rouillés étaient, déjà, des matières premières. La récupération, elle aussi, possède son histoire, liée aux découvertes techniques. Ainsi, il nous est dit que l'invention du celluloïd a suscité de nouvelles pratiques.

Reste qu'à lire ce livre, c'est le déchet organique qui a, au fil du temps, concentré l'anxiété, surtout celui qui était abandonné dans l'espace public. Dans l'espace privé, il semblait moins dangereux parce que facilement identifié, plus aisément ordonné et, surtout, familier. Or, voilà que grandit, à l'époque toute contemporaine, l'angoisse suscitée par le déchet inconnu, par celui qui est venu de loin, de l'usine polluante ou de la centrale nucléaire ; déchet incontrôlé, non maîtrisable par la pensée, dont la nocivité se lie à des schèmes nouveaux, celui du danger radioactif, par exemple. Ce nouveau déchet est rendu encore plus angoissant quand il est qualifié d'« ultime », c'est-à-dire qu'il est impossible de le réutiliser, de le retraiter, de le dissoudre, de le brûler, alors qu'il faut à tout prix s'en débarrasser. La proximité éventuelle d'un tel déchet représente désormais le pire. C'est elle qui crée la désespérance et ce qui est qualifié, dans le livre, de scotomisation, c'est-à-dire cette terreur nouvelle, teintée de résignation devant l'inéluctable.

En France, un tel sentiment s'enracine loin dans le passé : Parent-Duchâtelet, encore lui, conseillait la résignation face à la nuisance. Il misait sur l'habitude de la proximité de l'ordure et du déchet pour éviter de gêner l'industrie. Les hygiénistes de ce temps ont aussi imposé, en France, une représentation qui perdure et qui explique, aujourd'hui encore, les partis pris de l'expertise qui la rendent si peu fiable.

Quelle que soit la nature du déchet, il faut des travailleurs pour l'extraire, l'entasser, le trier, le transporter, le traiter ; d'où l'existence d'une chaîne de métiers qui est l'objet privilégié des spécialistes qui donnent, ici, le résultat de leurs enquêtes.

Le chiffonnier du XIX<sup>e</sup> siècle constitue l'archétype du travailleur du déchet. La littérature romanesque du temps en a d'ailleurs fait un personnage. Il appartient à la ville nocturne, qu'il parcourt armé de son crochet, sa hotte sur le dos. Il fouille l'ordure, la transporte dans son dépôt, la trie. On le perçoit comme dangereux, immoral. Il est nécessaire de le surveiller. Si possible on l'enregistre, comme on le fait des prostituées. Les

chiffonniers, parfois, suscitent des troubles ; par exemple lors de l'apparition des tombereaux qui les gênent et, plus tard, de celle des boîtes à ordures.

Autres travailleurs de ce temps : les égoutiers, qui suscitent le grand rêve utopique de Parent-Duchâtelet. Ce savant médecin préférerait, nous dit-il, circuler dans les égouts en compagnie de ces ouvriers plutôt que de se rendre aux réceptions de l'Hôtel-de-Ville ; à ses yeux, c'est sous la ville que se trouvait le véritable bonheur. Parent-Duchâtelet n'a cessé de magnifier l'utilité des égoutiers, leurs formes de sociabilité et d'entraide, leurs savoir-faire, leur amour du travail, etc.

Dans ce livre, on trouve de belles études du labeur de l'égoutier d'aujourd'hui et aussi de l'éboueur – le terme est récent –, lointain héritier du chiffonnier, à cela près que ses pratiques ont bien peu à voir avec celles de son ancêtre. L'anthropologie de ces ouvriers du déchet, qui constitue ici l'essentiel des contributions, est magnifique. Les auteurs ont pratiqué avec acuité l'observation, parfois participante. Ils ont incité, avec grand profit, à l'auto-observation.

L'objet central est l'identité du travailleur du déchet. Il lui faut se penser, s'accepter, tenir malgré le dégoût et la honte. Il lui faut exorciser la dévaluation de soi. Certains de ces ouvriers, nous dit-on, ne réussissent pas à se maintenir dans leur emploi, d'autres s'efforcent de faire les égoutiers sans s'éprouver comme tels, d'autres enfin utilisent une gamme de tactiques pour préserver leur famille de toute contamination, de tout risque de perversion.

Le plus intéressant, à coup sûr, relève de toutes les techniques, que l'on peut qualifier de positives, en vue de surmonter l'éventuelle stigmatisation. Compte tenu de la grande visibilité des éboueurs – mais pas des égoutiers –, ceux-ci peuvent faire preuve d'une virilité ostensible, multiplier les preuves d'adresse, miser sur l'esthétisation du geste, sur la prise de risque calculée, qui se mue en prouesse, se lancer dans des compétitions. Leur arme essentielle réside dans le langage ; qu'il

s'agisse des récits d'exploits mythiques ou, plus encore, de la pratique de l'humour.

Ces travailleurs sont soumis à des formes particulières de pénibilité, à des risques professionnels spécifiques. Les enquêtes dont les résultats figurent dans ce livre les détaillent avec précision. Ces difficultés particulières au « sale boulot » sont d'autant plus grandes qu'il n'existe pas de véritable formation professionnelle et que tout s'apprend sur le tas.

L'éboueur se doit d'adopter des postures qui déforment la colonne vertébrale. Il risque l'accident sur la voie publique, la chute du marchepied, la coupure. Les cadences imposées par la rapidité enjointe de la tournée ajoutent à tous ces risques ; sans oublier ceux de la contamination résultant du contact avec l'ordure.

Pour se protéger, l'éboueur comme l'égoutier emploient des tactiques qui évoquent celles décrites à propos des verriers, des dockers, des métallos, des ouvriers du bâtiment. Elles peuvent se résumer sous le terme de bricolage. Ainsi, l'éboueur invente des instruments, conçoit ses propres outils : une pelle en carton pour le ramassage, un morceau de moquette pour l'installation de petits barrages... Ce bricolage alimente la joute qui s'instaure entre les travailleurs.

On l'aura compris, le beau livre dirigé par Delphine Corteel et Stéphane Le Lay est nourri par l'histoire. Il se fonde sur l'enquête de terrain. Il montre la diversité des cultures du déchet. Il met en évidence l'intensité des multiples formes de la sidération, de l'angoisse, de l'anxiété suscitées par le maniement de l'ordure, voire par sa simple proximité. Le lecteur, au fil des pages, se construit un nouveau regard sur les travailleurs du déchet. Les auteurs l'invitent à l'empathie. Il en vient à partager de multiples émotions où se mêlent le dégoût, la honte, la peur, l'humiliation, la fierté. La lecture du livre, sourdement, suggère des modes d'engagement collectif.

Alain Corbin  
Professeur émérite, université Paris 1

Introduction  
Travailler aux abords des déchets :  
un clair-obscur contemporain

*Delphine Corteel et Stéphane Le Lay*

*« L'histoire des hommes se reflète dans l'histoire des cloaques. [...] L'observateur social doit entrer dans ces ombres. »*

*Victor Hugo, Les misérables.*

**Déchets, quels enjeux contemporains ?**

Qu'est-ce qu'un déchet ? Au sens du *Code de l'environnement*, forme déchet « tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon » (art. L.541-1). Ce processus d'abandon par lequel l'objet passe de la propriété à l'impropre, et perd ainsi sa valeur d'usage, si ce n'est d'échange, est inhérent au processus même de la vie, ce qu'Alain Navarro (2009) nomme les fatalités biologique et chimique. Cette définition marque cependant le caractère temporaire et fortement contextuel de ce qui devient déchet. Identifier ce qui n'a plus de

valeur et que, par conséquent, l'on abandonne, déterminer ce que l'on en fait ensuite, et comment on marque la distance avec l'objet déchu relèvent d'une opération cognitive et symbolique participant de la mise en ordre du monde social. Car le déchet « est le sous-produit d'une organisation et d'une classification de la matière, dans la mesure où toute mise en ordre entraîne le rejet d'éléments non appropriés » (Douglas, [1967] 2001, p. 55). Toutes les sociétés humaines s'y confrontent et proposent des catégorisations spécifiques composant un système stabilisé, mais qui n'en sont pas pour autant immuables, ni absolues. Car à l'ombre de ces mises en ordre hégémoniques se déploient d'autres formes de (re)classement des déchets, qui peuvent, en fonction des équilibres plus ou moins fluctuants des rapports de pouvoir (en particulier dans les champs économique, politique et scientifique), s'imposer à leur tour comme forme dominante de catégorisation.

Ainsi, on sait que l'urbanisation et l'industrialisation des sociétés occidentales ont donné un tour particulier à la question de la production et du devenir de ces produits abandonnés sur la voie publique. Au XIX<sup>e</sup> siècle, l'intrication des activités privées, commerciales, industrielles et agricoles ont permis une conception des excréta urbains comme gisement de matière première, et sous-tendu un « projet urbain visant à ne rien laisser perdre, projet garant de la salubrité urbaine, garant du dynamisme économique, garant de la survie alimentaire » (Barles, 2005, p. 258). On a alors observé une circulation constante des matières. L'émergence d'une science de l'hygiène publique au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'apparition de nouvelles sources d'engrais pour les sols et la séparation progressive des activités ont profondément modifié le jugement sur les excréta urbains et sur leur utilisation. Les tas d'immondices sur la voie publique furent proscrits et, à Paris, l'arrêté du préfet Poubelle de 1884 prescrit aux riverains d'utiliser des récipients spécifiques pour les ordures. À partir de 1894, les immeubles furent contraints de déverser les eaux pluviales et ménagères dans les égouts ; le

tout-à-l'égout se généralisa dans la capitale et dans les autres grandes agglomérations françaises (Corbin, [1982] 1986). Ainsi se transformait la conception du propre et du sale, du pur et de l'impur, du sain et du malsain, de l'utile et de l'inutile, et l'on vit alors apparaître la catégorie de « déchets urbains ». Dès lors, la question se posait de l'évacuation et, surtout, de l'élimination des déchets, entreposés dans des décharges à la périphérie des villes et incinérés dans des usines à partir du début du xx<sup>e</sup> siècle.

On le voit : l'une des caractéristiques de la matière est sa tendance à la prolifération. Les déchets sont issus du processus même de la vie – donc produits en permanence –, et par là même en étroite relation avec la mort. Abandonnés, voués à la disparition, ils sont « associés à l'expérience de la désagrégation, de la décomposition de la matière vivante. L'approche de la phase terminale de la vie est caractérisée par un surplus de vie, une tendance à l'expansion, qui paradoxalement vise non pas la croissance de l'organisme mais son extinction » (Lhuillier, 2005, p. 43). Malgré l'imposition des bacs, les ordures continuent d'envahir l'espace public. Les dépôts « sauvages » surviennent : déchets trop grands, trop gros, rebuts embarrassants dont on ne sait que faire, mais qui pourraient encore, peut-être, servir à quelqu'un... et s'étendent : tas éparpillés, sacs et objets éventrés, délaissés par leur propriétaire, fouillés par les passants et/ou les récupérateurs semi-professionnels, à l'affût de trouvailles ou de gisements possibles de matières premières rares. On pense notamment aux téléviseurs et aux écrans d'ordinateurs qui jonchent les trottoirs parisiens, démantelés pour y voir prélevés les éléments constitués de métaux non ferreux revendus relativement cher sur le marché des matières premières. On pense aussi aux glaneurs des marchés qui retournent les restes, si bien filmés par Agnès Varda. La déchéance n'intervient pas forcément en une seule étape, le déchet peut être sauvé de la disparition, totalement ou en partie, définitivement ou temporairement (Dagonnet, 1997). On observe aussi toute une population vivant des déchets : glaneurs, récupérateurs, biffins...

Ainsi, émerge tout un ensemble d'échanges et de circulations des matières échappant à l'élimination. Laisser à disposition, sur l'espace public, des objets susceptibles d'avoir une valeur pour d'autres peut relever du don (Mauss, [1923-1924] 2007). Plutôt que d'enfermer ces objets dans des sacs et dans des bacs afin de satisfaire notre besoin d'ordre, les offrir aux regards de ceux qui, éventuellement, peuvent y trouver un intérêt peut relever d'un véritable souci de l'autre, d'une volonté de continuer à faire circuler ce que l'on a reçu – qu'il s'agisse de l'objet même ou d'un don plus « incommensurable » comme la vie, la chance ou l'abondance. Dans le don, comme l'a souligné Godbout, la valeur ne s'attache pas à l'objet qui circule mais au sens de ce qui circule : « La valeur de lien exprime l'importance de la relation qui existe entre les partenaires, l'importance de l'autre indépendamment de ce qui circule » (2007, p. 117). Dans cette perspective, que l'objet soit sans valeur pour celui qui le donne n'a pas d'importance. Ce qui compte, c'est le lien qui se crée dans la circulation entre donneur et donataire, entre groupes sociaux, quand bien même les gens ne se connaissent pas. Ainsi considérés, ces dépôts « sauvages », provocateurs de désordre, sont aussi créateurs de lien et peuvent alors acquérir une valeur positive.

Tout dépôt d'ordures n'entre pas, pour autant, dans le cycle du don. Dans le cas des biffins et des récupérateurs, on a affaire à des échanges marchands, à une économie grise, informelle, encore très vivante dans les pays des Suds, et qui persiste dans les sociétés occidentales. En outre, la récupération et le recyclage sont les terrains privilégiés d'associations caritatives, de chantiers et d'entreprises d'insertion qui œuvrent aux marges de l'économie marchande. Car les acteurs participant de cette dernière ont profité des changements techniques accompagnant l'industrialisation de la destruction des déchets tout au long du xx<sup>e</sup> siècle, pour passer aux « premières loges » de ce secteur d'activité, tandis que la « société d'abondance » issue de la Seconde Guerre mondiale accélérât considérablement le cycle

production/consommation/rejet (Silguy, [1989] 2009) et augmentait la production de déchets. Essentiellement pris en charge par des services publics municipaux jusqu'au milieu des années 1970, les déchets vont alors peu à peu constituer un marché très convoité par les entreprises privées, passant d'une organisation caractérisée par un ancrage local à une filière fortement structurée autour de grands groupes capitalistes intervenant désormais à l'échelle mondiale. Comme le souligne Gérard Bertolini : « Eau et déchets représentent aujourd'hui des branches d'économie marchandes très structurées ; les marchés ont été captés par quelques grands groupes industriels, noyaux durs des éco-industries, qui s'appuient aussi sur de grands groupes financiers » (1989, p. 15). Des dimensions symboliques rappelées plus haut, l'analyse du déchet permet donc de glisser vers les dimensions matérielles de l'économie capitaliste, et de ses transformations profondes : restructuration de la filière, rapports entre donneurs d'ordre et sous-traitants, stratégies de captation des marchés, etc.

La multiplication des délégations de service public et des partenariats public-privé emblématiques du *new public management* permet certes d'étudier les évolutions de l'encastrement économique dans la forme étatique (Polanyi, [1944] 1983), dans un secteur précis. Mais elle incite également à ne pas négliger une dimension facilement passée sous silence, au profit d'une vision technicienne de la gestion des déchets. Le déchet, de par ses implications dans l'espace public, parfois violentes (indiquant par là que l'acception habermassienne d'espace public bourgeois est finalement débordée par celle d'Oskar Negt [2007] – les formes policées de communication n'épuisent décidément pas le sens du débat démocratique), relève proprement du politique, et ce à différents niveaux. Le premier, comme l'ont montré, chacun à sa manière, Alain Corbin et Georges Vigarello (1985), concerne la question de la gouvernementalité, à travers la police des corps et des espaces : historiquement, l'État n'a eu de cesse de déployer ses efforts prophylactiques pour juguler « la crasse

des faubourgs », de façon à protéger les couches supérieures de la société de la contamination des classes populaires.

Même si cette dimension ne s'exprime plus avec autant de brutalité qu'auparavant (du fait d'un changement de nature des risques, d'une polarisation spatiale plus importante des classes sociales, d'une hausse générale des conditions et des exigences d'hygiène, d'une pacification relative du discours – à travers sa technicisation, notamment –, etc.), on la retrouve toutefois à un niveau plus opérationnel, par exemple à Paris, où le service de la propreté s'organise autour d'un découpage des arrondissements en différentes divisions (quatorze), puis secteurs (cinquante sur la capitale), dont le nombre et la localisation varient en fonction de l'implantation des conseils de quartier présents sur la division. Or, le travail des agents dépend parfois étroitement des rapports de pouvoir qui s'expriment au sein d'un conseil de quartier donné (Borraz et Haegel, 2006), et des choix effectués par les édiles locaux.

De même, plus récemment, le recours à certains équipements techniques (en particulier l'énergie nucléaire et les problèmes qu'il soulève notamment en matière de gestion des déchets) a inauguré de manière emblématique l'inscription régulièrement reconduite des problématiques environnementales sur l'agenda politique, depuis les années 1970 (Zonnabend, 1989 ; Barthe, 2006). Non sans lien avec la dimension précédente, les discussions menées autour des choix environnementaux effectués par les instances politiques prennent de plus en plus souvent place au sein d'instances de « démocratie participative » (Barbier, 2005 ; Jaglin, 2005).

Enfin, la question du politique, pris dans sa dimension d'arbitrage des choix collectifs, apparaît également au niveau du travail lui-même. Quels principes de légitimation organisent la relation entre exercice du « sale boulot » et accès aux droits sociaux ? Comment les pouvoirs publics et les partenaires sociaux prennent-ils position sur la question des conditions de travail dans un métier pénible ? Quels mécanismes ont été